

Le temps de la gauche

La gauche française et, en particulier, notre parti ont aujourd'hui une responsabilité historique. Nous devons contribuer à la réussite du changement, en répondant aux aspirations de notre peuple et singulièrement à celles des couches populaires.

Nous devons engager notre pays sur la voie d'un indispensable redressement.

Nous devons, enfin, promouvoir une véritable stratégie de sortie de crise, ouvrant de nouvelles perspectives de progrès social et de développement.

Car l'élection de François Hollande et le succès des élections législatives s'inscrivent dans une période de crise d'une extrême gravité, qui affecte nombre de nos concitoyens touchés par le chômage, la précarité, la pauvreté.

De la crise naît un sentiment d'incertitude généralisée, de peur, de défiance par rapport à l'avenir et aux autres. Elle offre un boulevard aux partis ou aux pensées totalitaires, d'extrême droite ou intégristes. Mais la crise constitue aussi une formidable opportunité, car elle accélère les prises de conscience et donne du sens à l'exigence d'une transformation profonde de l'ordre dominant. A la gauche de saisir cette opportunité, en incarnant une voie nouvelle, celle de l'alternative au capitalisme financier transnational.

Dans les périodes de grands désordres, d'instabilité, de menace sociale, tout peut basculer : le pire n'est pas exclu, mais le meilleur est possible. La tâche de la gauche française est tout à la fois d'éviter le pire et d'engager le pays, l'Europe vers le meilleur.

Rien n'est joué. Le pire, c'est bien sûr toutes les idéologies de la régression et du repli sur soi : nationalismes, régionalismes, intégrismes. Mais c'est aussi cet « *ordo libéralisme* » fondé sur le libre-échange généralisé et le contrôle policier des peuples : l'Etat maintient l'ordre, le marché s'occupe du reste, c'est-à-dire de l'essentiel. Faute de porter une alternative, de chercher à fédérer le camp progressiste autour d'elle, la gauche prendrait le risque de laisser le monde s'engager dans cette voie mauvaise.

L'arrivée de la gauche au pouvoir en France, l'une des grandes puissances de la planète et de l'Europe, peut changer le cours des choses. Pour réussir, pour être à la hauteur de notre tâche historique, il faut aborder sérieusement cinq sujets majeurs.

1) La réussite de l'action gouvernementale et la capacité à conserver durablement un soutien majoritaire.

Elle ne saurait être du seul ressort et arbitrage du président. Elle exige en effet une nouvelle articulation entre partis et gouvernement, une respiration politique tout au cours du quinquennat

2) La reconquête des couches populaires et l'affirmation d'un nouveau projet pour la gauche en France et en Europe.

Les deux vont de pair. Si notre base sociale (à commencer par les salariés, les ouvriers, les habitants des quartiers populaires) n'observe pas d'ici la fin du quinquennat des améliorations tangibles dans leur vie quotidienne, dans leurs conditions de travail et d'emploi, alors nous sommes assurés de l'échec électoral.

Le divorce entre notre parti et le peuple de gauche peut venir de l'Europe : l'orientation actuelle de la construction européenne, consistant à accompagner la mondialisation libérale, ne saurait satisfaire nos concitoyens, comme en a témoigné le vote sans ambiguïté du 29 mai 2005. Notre congrès doit traiter sans faux fuyant de notre stratégie pour l'Europe et pour sa profonde réorientation.

3) **L'affrontement idéologique avec la droite et l'extrême droite.**

On ne peut se contenter d'analyser le vote FN comme un cri de colère ou de frustration. C'est plus grave! L'adhésion au corpus politico idéologique du FN se développe et la dérive de la droite républicaine ne fait qu'accroître les risques. Il faut donc re-politiser les débats et armer idéologiquement nos militants, adhérents, sympathisants et électeurs. Cette bataille culturelle est loin d'être gagnée.

Nous devons reprendre le chemin de la résistance idéologique, mais aussi de la contre offensive. C'est le rôle du Parti, de ses militants, de ses élus, et avec nous et autour de nous tous ces citoyens qui veulent aussi être acteurs du changement.

4) **Une pratique du changement qui associe les citoyens, les corps intermédiaires et le mouvement social.**

La gauche ce n'est pas seulement le gouvernement, le Parlement et les partis, ce sont aussi des milliers de citoyens engagés, de responsables syndicaux et associatifs qu'il faut rendre acteurs du changement. Cela exige un nouveau rapport au pouvoir, des pratiques politiques radicalement différentes, une capacité à entretenir des liens étroits avec le mouvement social, pour créer un rapport de force dans la société face aux tenants de l'argent et de l'ordre établi. Cela impose aussi une nouvelle architecture institutionnelle rompant avec les dérives de la 5ème République.

5) **Une unité renforcée des forces de gauche et écologistes.**

Elle n'est pas seulement nécessaire pour gagner mais pour durer. Le rassemblement des forces de gauche et écologistes ne s'est opéré au deuxième tour de l'élection présidentielle qu'en termes de désistement républicain et finalement à minima. La thèse des « *deux gauches antagonistes* » peut exacerber les divisions, installer des fossés de plus en plus béants entre celle qui exerce pouvoir et celle qui conteste, critique et pousse plus loin l'exigence de transformation. Favoriser cette thèse conduirait à une défaite assurée aux prochaines échéances.

Le PS lui-même doit éviter un écueil, celui de déléguer à ses partenaires des thématiques ou des préoccupations qui concernent toute la gauche. C'est vrai pour l'écologie, comme pour la question sociale. Il est donc important que la démocratie interne permette un débat d'idées vrai, reflétant des préoccupations et des points de vue parfois différents au sein de la gauche et du mouvement socialiste lui-même.

Notre congrès est un moment où il doit être possible de faire vivre une confrontation fructueuse. Ce texte souhaite y contribuer.

« Etre de Gauche, c'est d'abord penser le Monde, puis son pays, puis ses proches, puis soi... être de droite, c'est l'inverse. » (Deleuze)

I- Nous n'avons pas renoncé à changer le monde !

A) L'indispensable et urgente réorientation de l'Europe

Parce que nous aimons l'Europe, parce que nous l'avons rêvée et voulue, nous ne pouvons nous satisfaire de l'orientation actuelle de l'Union. L'Europe devait être la grande ambition progressiste du 21ème siècle.

Car si l'intégration politique fait du surplace, si l'harmonisation sociale risque de se faire attendre encore longtemps, l'unification des politiques monétaires et budgétaires est réalisée. Avec quels résultats ! Aggravation des inégalités, remise en cause de nos modèles sociaux, démantèlement de nos services publics, affaiblissement des capacités d'intervention des Etats. Les peuples aussi sont soumis à la concurrence « libre et non faussée », comme en témoigne la course folle à l'austérité.

La faiblesse persistante de la croissance, l'accumulation de dettes publiques, la désindustrialisation globale, la domination de la finance sur l'économie réelle ne tombent pas du ciel : elles sont la conséquence de choix économiques et politiques impulsés par les libéraux que les sociaux-démocrates ont eux-mêmes parfois accompagnés.

Loin de nous préserver de la crise, les décisions récentes prises par les chefs d'Etat et de gouvernement, Sarkozy et Merkel en tête, ont précipité dans l'impasse de la précarité et du chômage des pays entiers. Cette politique était censée renforcer notre continent dans la mondialisation : il a contribué à l'affaiblir.

On nous avait promis l'Europe prospère, elle est austère. On attendait l'Europe démocratique, elle continue à être oligarchique. Quant à l'Europe sociale, elle n'est même plus évoquée !

Les citoyens l'ont bien compris, comme en ont témoigné les débats et les votes exprimés en 2005. François Hollande, candidat à la présidence de la République, l'avait justement relevé en faisant de la renégociation du traité sur la « *coordination budgétaire* » un élément central de sa stratégie de sortie de crise économique. La victoire de la gauche a pesé dans le rapport de force avec l'Allemagne et les gouvernements conservateurs et a permis à la France d'arracher quelques utiles concessions. Mais, hélas, l'essentiel reste inchangé : le traité Merkozy demeure, et avec lui la règle d'or en permanence, le dogme du déficit zéro, les sanctions automatiques à l'encontre des Etats récalcitrants.

La règle d'or n'est rien d'autre qu'une chape de plomb, qui marque l'abdication absolue du politique face aux marchés, le symbole navrant de l'impuissance des élus face aux diktats des agences de notations et autres institutions financières qui se moquent du sort des peuples. Quant aux mécanismes de sanction, ils dépossèdent davantage encore les citoyens de leurs possibilités de choix collectif, sans renforcer l'Union en tant qu'entité démocratique.

Alors, autant le dire : nous ne pouvons voter le TSCG en l'état et nous plaçons pour une véritable renégociation. Celle-ci doit permettre de modifier les traités sur les points les plus iniques : permettre le contrôle des capitaux, aller réellement vers l'harmonisation fiscale garantissant une juste redistribution des richesses, transformer les missions de la banque centrale qui doit prêter directement aux Etats, racheter les dettes souveraines, recapitaliser des banques.

Cette renégociation n'est pas impossible. Déjà des voix d'élèvent pour contester la logique du compromis de juin. Même en Allemagne, 23 députés SPD ont refusé de ratifier le TSCG.

Nous pensons que les préconisations contenues dans le traité ne résoudront pas la crise actuelle. Nul doute que d'ici quelques mois un sommet sera convoqué pour venir, une fois de plus, au chevet de l'Euro. Parce que nous sommes donc au début d'un processus, parce que nous avons désormais des atouts pour construire un rapport de forces favorable, il ne faut pas taire nos exigences.

Pour une intégration solidaire, sachons imposer nos revendications dans le débat public.

Pour une Europe sociale, nous voulons les convergences des standards sociaux vers le haut, en particulier des SMIC.

Pour une Europe protectrice, nous souhaitons la mise en place de politiques tarifaires aux frontières afin de veiller au respect de normes environnementales et sociales et faire respecter un juste échange.

Pour une Europe de la croissance, nous voulons de nouvelles politiques communes, en particulier dans le secteur industriel, l'instauration de ressources propres pour un budget communautaire d'intervention.

Oui, il faut renégocier. Et il faut donner la parole au peuple. Nous savons bien que certains de nos partenaires se cabrent dès que l'appel à la souveraineté populaire est évoqué, comme en a témoigné récemment l'exemple grec. Mais il en va du simple bon sens démocratique : on ne fait pas progresser la cause de l'Union contre les citoyens ou sans les citoyens. En ne soumettant pas au peuple l'approbation du traité de Lisbonne, l'ancien président a acté un décalage lourd avec les Français. Il est temps de renouer un pacte de confiance entre les Français et l'Europe. Pour cela, Il faut réorienter la construction européenne et consulter nos concitoyens pour recueillir leur adhésion.

B) La nécessaire remise en cause de la mondialisation libérale et de la destruction de la planète

1- la révolution écologique

Il n'y a pas d'un côté la question sociale et de l'autre l'urgence écologique. Les socialistes doivent au contraire réaliser l'indispensable synthèse entre ces deux exigences.

Consommer toujours plus n'est pas l'horizon de la gauche, pour qui le seul PIB ne saurait mesurer le progrès et le bien être humain, ni la vraie richesse d'un pays et de l'humanité. Nous devons promouvoir une nouvelle échelle de valeurs, en n'oubliant pas que le socialisme est aussi un projet culturel, civilisationnel.

Le développement soutenable s'appuie sur le triple levier d'un environnement respecté durablement, d'une économie innovante et sociale et de la solidarité entre les hémisphères, les pays et les citoyens. Ne laissons pas le développement durable devenir une sorte de tarte à la crème et un prétexte utilisé par les firmes multinationale pour atténuer l'exigence écologique. Car il y a une vision de droite – très illusoire au demeurant- de l'écologie. Elle développe les activités lucratives de dépollution plutôt que de favoriser la prévention, elle régule par le marché les droits à polluer, elle pousse à des taxations indirectes environnementales pour réduire la progressivité de l'impôt et se refuse à des tarifications écologiques et sociales. L'écologie impose de revisiter bien des idées de gauche, mais, si nous savons les rénover profondément, elle les confortera. Le marché ne permet pas de voir loin, de préparer l'avenir, de globaliser les enjeux, de répondre aux besoins non solvables alors que c'est le rôle de l'Etat et des collectivités publiques.

La prise en compte de l'écologie exige que nous inventions de nouvelles formes de planification, ardente obligation d'avenir, défi collectif à relever, visibilité du futur pour les acteurs économiques, opportunité pour les créations d'emploi, implication collective dans le long terme autour des enjeux environnementaux, au premier chef la lutte contre le changement climatique, la préservation des ressources naturelles.

Il faudra relancer de véritables politiques industrielles accélérant des mutations indispensables des modes de production plus économes en énergie et en matière première. Au-delà du développement des énergies renouvelables ou de nouveaux produits, tous les secteurs sont concernés. Il serait possible de proposer à toutes les grandes branches d'activité une négociation autour de contrats « *innovation-environnement* », qui permettraient à la puissance publique de stimuler et d'accompagner le saut technologique et les nouvelles pratiques qui portent une conception différente de notre développement. Pourquoi notre pays ne pourrait-il pas se mobiliser autour de grands défis d'avenir, en particulier environnementaux, à l'instar des Japonais, qui ont engagé une stratégie nationale « *dix fois moins d'énergie et quatre fois moins de matière première pour les produits* » ! Des milliers produits répondent déjà à cet éco-profil au Japon. Nous pourrions relever le même genre de défi et créer par exemple un Centre National de l'éco-conception avec les industriels et financer des recherches, en particulier pour les nouveaux matériaux. Qu'il s'agisse de la réduction de la consommation d'énergie,

de la production de CO₂, du développement des énergies renouvelable ou de la restauration du bon état écologique des eaux douces ou marines, des fantastiques gisements d'emplois sont possibles, à condition que des filières nouvelles soient soutenues.

Il sera nécessaire d'engager des investissements publics et des financements de long terme, dont on voit bien qu'ils sont incompatibles avec la fameuse règle d'or. Et pourtant, qui calcule la redoutable dette écologique que nous accumulons faute d'agir maintenant ?

C'est aussi en **réorientant nos comportements consuméristes** que nous accomplirons la révolution culturelle écologique. L'encouragement des filières de produits écologiques abordables et des produits de consommation durables peut se faire par des mesures (réglementaires et de communication) peu coûteuses, mais qui induisent des changements comportementaux déterminants et économiquement vertueux.

L'écologie donne tout son sens à une idée que la pensée libérale a voulu ranger aux oubliettes : **l'intérêt général, la chose publique (la « res publica »)**. Qui a-t-il de plus public que l'eau, l'air, la nature ? L'actuelle gestion de l'eau ne saurait perdurer : prix élevé de l'eau avec de grandes inégalités, profits importants de grandes entreprises multinationales, réinvestis dans la communication, alors que l'état de l'eau continue à se dégrader. Certains élus socialistes ont repris la gestion de l'eau en régie publique. Il faut généraliser cette pratique, grâce à une loi de gestion publique et de service public de l'eau. Il est urgent de mettre en place la tarification progressive et écologique de l'eau et de l'énergie assurant des prix abordables pour la consommation normale et pénalisant les abus et les gaspillages. On voit bien, avec le prix du gaz, comment la libéralisation de l'énergie et la privatisation des opérateurs n'ont ni favorisé les économies d'énergie, ni réduit les coûts et comment l'Etat s'est trouvé dépossédé de moyens d'intervention. **Il faut donc engager la renationalisation de GDF et créer un véritable pôle public de l'énergie.** Les leçons du passé doivent être tirées : il ne s'agit pas de constituer un lobby au sein de l'Etat, mais un outil au service des citoyens, des collectivités locales au service de la transition énergétique, que François Hollande a promis d'engager.

D'autres mesures marqueront notre volonté de rompre avec la prédominance du profit sur l'écologie :

- l'interdiction stricte d'exploitation des gaz et pétroles de schiste et la réforme du code minier ;
- une fiscalité écologique à mettre en place dans notre grande réforme fiscale ;
- une taxe carbone, fondée sur le bilan carbone et touchant aussi les importations, à proposer au niveau européen.

Notre parti devrait organiser dans l'année qui vient une grande convention nationale sur l'écologie, car c'est bien vers une réelle transformation de notre modèle de développement que nous devons cheminer. Les militants devraient en particulier pouvoir voter sur les choix énergétiques. Au moment où le gouvernement lance un grand débat sur ces enjeux, il serait normal qu'il se déroule aussi au sein du PS.

2- La remise en cause de la mondialisation financière et du libre échange généralisé

L'internationalisation rapide de la crise du capitalisme financier a provoqué, à une vitesse sans précédent, une crise économique profonde.

Ce sont les mêmes qui dérèglent le système et en fixent les nouvelles règles. La mondialisation libérale n'a de cesse que de remettre en cause les espaces politiques souverains au nom de la sacro-sainte liberté des échanges et surtout des intérêts des grandes firmes internationales et de leurs plus gros actionnaires.

L'écart qui se creuse entre le Nord et le Sud est de même nature et de même logique, dans d'autres proportions, que celui qui existe entre les salariés de Continental ou de PSA Aulnay et les grands actionnaires et dirigeants de ces groupes. Partout, les inégalités s'accroissent et le capital est mieux rémunéré que le travail.

Nous devons refuser toute nouvelle étape de généralisation de ce processus et exiger le respect de normes sociales (OIT) et environnementales, le principe de réciprocité et du juste échange. Les socialistes doivent s'opposer à l'actuel projet en préparation d'accord de libre-échange entre l'UE et les USA, contraire à cette vision. De la même façon, il faut que, dans toutes les instances internationales, la France ne cautionne pas les déclarations condamnant les mesures dites protectionnistes, alors même que ne seraient pas instaurées les conditions de ce juste échange que nous devons promouvoir.

Cette mondialisation financière doit être régulée en adoptant de nouvelles règles internationales et notamment la taxation des mouvements spéculatifs. Nous devons interpeller l'opinion mondiale sur le retour des pratiques que les instances internationales avaient prétendu combattre au début de la crise financière, comme les paradis fiscaux, le recours aux produits dérivés à haut risque et mettre en garde contre le développement de nouvelles pratiques spéculatives ou de « *trading automatisé* ».

Nos conventions, textes de congrès ont maintes fois rappelé notre vision des réformes structurelles des institutions internationales. Nous devons désormais trouver des alliés pour les mettre en œuvre. Notre parti pourrait préparer un mémorandum à l'intention des partis progressistes du monde entier, sur le thème « *un autre monde est possible* », de façon à engager le débat et préparer des convergences. Notre gouvernement pourrait aussi lancer l'idée d'une conférence internationale sur « *le juste échange* ».

C) L'action pour la paix dans le monde

La construction de la paix est au cœur du message internationaliste des socialistes et il n'est pas interdit de se référer au message toujours actuel de Jaurès en faveur de la paix et de « *l'arbitrage international* ». Certes, les réalités du monde d'aujourd'hui ne sont plus les mêmes que celles d'il y a un siècle et les dangers ne sont pas de même nature. Encore faudrait-il en parler et ne pas considérer que les questions internationales et de défense sont trop sérieuses pour faire l'objet de débat.

La construction de la paix est un mécanisme complexe, qui passe par:

- la prévention et l'anticipation, à partir d'une analyse sérieuse de l'état du monde, de ses dysfonctionnements, des motivations des acteurs ;
- l'intervention, menée, lorsqu'elle devient inévitable, sur décision du Conseil de sécurité de l'ONU ;
- la consolidation de la paix, qui a pour objectif d'éviter qu'un pays ne retombe dans la crise et qui nécessite un engagement de très long terme de la communauté internationale, pour remettre sur pied des pays et des économies dévastés par la guerre.
- la maîtrise du désarmement, notamment nucléaire, qui constitue un élément efficace de ce mécanisme au service de la paix et de la sécurité.

Les socialistes se montrent toujours timides et parfois gênés sur ce dernier sujet, qui est trop rarement évoqué, sauf sous forme de contre-vérités.

La chute du Mur de Berlin il y a 23 ans, suivie du démantèlement du bloc soviétique, mettait fin à la bipolarisation du monde et marquait une rupture majeure sur la scène internationale. Pourtant, aucune nouvelle doctrine de sécurité n'a véritablement émergé de cette mutation géopolitique profonde et la dissuasion nucléaire - qui consiste à exposer son adversaire à un risque de destruction massive - reste le pilier de la politique de défense de la France.

Il est temps que le PS se saisisse de cette question et que nous fassions entendre à propos du désarmement nucléaire une voix conforme aux valeurs des socialistes. Le prochain congrès devrait être l'occasion de clarifier notre doctrine à cet égard.

II- En France, le changement, c'est possible et c'est maintenant !

La victoire de la gauche doit permettre à notre pays de reprendre la marche du progrès social. L'aspiration de nos concitoyens à davantage de protections ne saurait être assimilée à la demande étriquée d'un peuple sur la défensive, recroquevillé sur ses acquis, comme le dit trop souvent la droite. C'est une demande d'égalité, de solidarité, de justice. Cette demande, la gauche peut et doit y répondre.

La droite n'a eu de cesse de combattre, en paroles et en actes, cette conception d'un Etat interventionniste, redistributif, organisateur de la solidarité nationale. Elle a cherché à démontrer que seul l'Etat minimal permettait le développement économique du pays. Nous pensons exactement le contraire, parce que la compétitivité du pays est fille de la cohésion sociale.

A) Défendre le travail...et les travailleurs

Le parti socialiste doit remettre au cœur de ses préoccupations le droit au travail, le droit du travail et la possibilité de vivre dignement de son travail. Depuis presque quarante ans maintenant, le chômage a été le prétexte pour affaiblir les protections individuelles et collectives que les luttes syndicales et le rapport de force avaient patiemment construites. Multiplication des emplois précaires (à temps partiel, contrats courts), explosion des maladies professionnelles, du stress : le travail est en miettes. Depuis les « lois Auroux », nous n'avons pas remis sur le métier la législation sur les conditions de travail et sur la reconnaissance des salariés dans l'entreprise. Au-delà des travaux qui peuvent s'engager entre partenaires sociaux au sein de la conférence sociale, il paraît nécessaire de mettre en route ce grand chantier législatif.

1- Parlons salaires!

Pour paraphraser Gaston Defferre, peu suspect de gauchisme, la gauche au pouvoir, ce sont d'abord les augmentations de revenu salarial pour les classes populaires et moyennes. « *S'il n'y a pas ça, le reste ne vaut pas* », disait le maire de Marseille et il avait raison. Nous aurons beau exhiber tous les brevets de bonne gestion et de maîtrise de la comptabilité publique, nous ne retrouverons pas la confiance des Français si nous ne nous attaquons pas frontalement à la question des inégalités.

La répartition du PIB entre capital et travail se dégrade année après année pour les salariés. La relance salariale est donc au cœur de notre démarche. Pour retrouver une croissance de long terme qui permette de résorber une partie du chômage, il faut alimenter la demande et l'investissement par une augmentation soutenue des salaires. Cela correspond à la fois à un impératif social et à un objectif économique. Nous ne pouvons laisser les hauts dirigeants s'approprier la valeur ajoutée pendant que les salaires servis aux smicards à temps partiel ne leur permettent même pas de vivre sans lutte quotidienne.

Nous devons faire du recul de la précarité et du nombre de travailleurs pauvres un indicateur majeur de la réussite d'un gouvernement de gauche.

2- La démocratie dans l'entreprise, c'est maintenant !

Les entreprises n'appartiennent pas qu'à leurs actionnaires. Les salariés et les collectivités publiques qui leur permettent de fonctionner doivent également avoir leur mot à dire sur les orientations stratégiques, les investissements, les politiques salariales, de protection des travailleurs et de

l'environnement, ou de formation professionnelle. La « *responsabilité sociale et environnementale* » doit devenir une réalité, pas une simple ligne perdue dans un bilan social.

Pour cela, les meilleures solutions consistent à mieux associer les salariés aux décisions des entreprises, y compris en leur donnant un réel pouvoir dans les conseils d'administration et de donner la possibilité de bloquer les décisions aux graves conséquences collectives et dont la motivation n'est que financière à la puissance publique. Celle-ci doit pouvoir se substituer aux entreprises qui n'assumeraient pas leur responsabilité collective en procédant à des délocalisations ou à des licenciements purement financiers.

3- Le droit du travail n'est pas l'ennemi de l'emploi.

L'idée, largement portée par le patronat en France et en Europe, selon laquelle la réglementation du marché du travail serait un obstacle à la création d'emplois, est un mythe. Bien au contraire, la protection et la sécurité des salariés dans leur emploi est une condition de la confiance des citoyens en l'avenir, et donc du redressement.

Les relations de travail sont par essence conflictuelles, parce qu'elles opposent des acteurs aux intérêts souvent opposés. Le rôle des pouvoirs publics est d'organiser le cadre démocratique de la confrontation sociale, non de nier les antagonismes.

Pour protéger les salariés dans la crise, il faut bien entendu lutter contre les plans de licenciement dont l'unique but est d'augmenter les dividendes des actionnaires. La voie tracée par l'arrêt *Vivéo* de la Cour d'appel de Paris mérite d'être approfondie : en l'absence de tout motif économique de licenciement, le juge judiciaire doit pouvoir annuler la procédure de licenciement collectif et interdire de rompre les contrats de travail.

Plus généralement, il faut protéger tous les salariés menacés de licenciement dans la crise que nous traversons. Le contenu des plans de sauvegarde de l'emploi doit être renforcé et l'administration doit pouvoir s'opposer à la poursuite des procédures de licenciement tant que les efforts de reclassement et de reconversion des salariés ne sont pas véritablement à la hauteur des moyens de l'entreprise. Dans certains cas, la puissance publique devrait pouvoir entrer dans le capital des entreprises menacées de disparition, pour sauver les emplois.

Re-réglementation du temps de travail et des contrats précaires, réactivation de la politique salariale (notamment grâce à son principal outil qu'est le SMIC), formation professionnelle dirigée vers ceux qui en ont besoin, protection de la santé au travail, renforcement des prérogatives des salariés dans la gestion des entreprises et plus grande association des collectivités publiques aux décisions des plus stratégiques d'entre elles : telles sont les priorités d'une reconquête du monde du travail. Dans cette reconquête, les employeurs publics doivent se montrer exemplaires, notamment par leur politique de rémunération et par la suppression des statuts d'emploi précaires.

B) La redistribution des richesses, notre mission historique

1- En finir avec les discours hypocrites : exilés ou déserteurs ?

Au cœur de la campagne présidentielle, la simple évocation d'une réforme globale de la fiscalité et de la nécessaire taxation des rémunérations indécentes d'une minorité a suffi à déclencher un tôle. Alors que 3 000 à 3 500 personnes seraient touchées par la tranche à 75%, on a entendu Christian Jacob dénoncer la « *marxisation* » du candidat, tandis que François Baroin hurlait à la « *spoliation* » ! Mais de qui, au fait ? De ceux que le « *bouclier fiscal* » aurait dû faire revenir « *à la maison* » ? De ceux qui, depuis 2007, exhibent leur feuille d'impôt comme la marque d'un bannissement qui les forcerait à

«*l'exil fiscal* » ? Résultat : en 2008, au lendemain de l'instauration du bouclier fiscal, 821 contribuables payant l'impôt sur la fortune sont partis...contre 719 en 2007 !

Le 14 février dernier, dans son rapport annuel, la société de conseil Proxinvest révélait que les très hauts dirigeants du CAC 40 avaient bénéficié, en 2010, d'une hausse moyenne de 34% de leur rémunération pour un montant moyen de 4,11 millions d'euros, quand le SMIC était réévalué de 0,5 % au 1er janvier 2010, passant de 8,82 euros par heure à 8,86 euros.

2- Lutter contre les fraudes : dénoncer les vrais coupables.

Tandis que quelques-uns tentent de se faire passer pour des victimes condamnées à « *l'exil* », les bénéficiaires de prestations sociales sont tous soupçonnés de fraude massive. Il est temps de rétablir la réalité des sommes en jeu. En France, la fraude fiscale, dans toutes ses dimensions (nationale, internationale), représente un manque à gagner annuel pour les finances publiques de 40 à 50 milliards d'euros, et l'évasion fiscale internationale, vers les «*paradis fiscaux*» représente à elle seule, entre 15 et 20 milliards d'euros de manque à gagner par an.

Quant à la fraude sociale, régulièrement mise en avant par la droite pour dénigrer la redistribution sociale, elle atteint, pour la partie prestations sociales, 1 milliard d'euros chaque année, tandis que le travail non déclaré génère, lui, une «*fraude fiscale et sociale* » de 10 à 15 milliards d'euros par an.

3- Taxer pour redistribuer

C'est ce que 16 plus riches contribuables français réclamaient durant l'été 2011, dans un appel publié par le Nouvel Observateur: « *taxez-nous (...) nous souhaitons contribuer à préserver (...) un modèle français et un environnement européen auxquels nous sommes attachés* ».

Ce faisant, ils tordaient magistralement le cou à la déclaration mensongère de François Fillon, qui affirmait : « *Aucun cadeau n'a été fait aux riches. Je suis blessé quand j'entends qu'on a baissé les impôts sur les plus riches* ».

Oui, les impôts ont été massivement baissés pour les plus riches. Sur la période 2002-2012, on peut estimer le montant total de cette baisse à 30 milliards d'euros, soit 3 milliards d'euros par an, ce qui représente le coût de :

- 80 000 postes d'enseignants en début de carrière,
- 405 000 logements sociaux financés, c'est-à-dire la moitié du manque de logements

Il faut ajouter à ce décompte les 450 niches fiscales, dont la moitié environ pour le seul impôt sur le revenu. Le manque à gagner est considérable : 65,9 milliards d'euros en 2012.

C'est l'ensemble d'un système dérogatoire au principe de progressivité et d'universalité de l'impôt qui a été reconduit d'année en année. Il est donc indispensable de tenir bon sur la réforme fiscale et de la mettre très rapidement en œuvre, pour que ses effets soient pleinement ressentis bien avant la fin du quinquennat et que se prolonge la dynamique créée sur ces sujets lors de l'élection présidentielle.

4- Passer d'une fiscalité régressive à une fiscalité progressive

Les travaux récents menés par plusieurs économistes sont sans appel : « *le système fiscal actuel est faiblement progressif jusqu'au niveau des classes moyennes, puis devient franchement régressif* ».

Ainsi, les 50% des Français les plus modestes, gagnant entre 1 000€ et 2 200€ de revenu brut par mois, font face à des taux effectifs d'imposition s'étagant de 41% à 48%. Les 40% suivants dans la pyramide des revenus, gagnant entre 2 300€ et 5 100€ par mois, sont tous taxés à des taux de l'ordre de 48%-50%. Puis, à l'intérieur des 5% des revenus les plus élevés (gagnant plus de 6 900€), et surtout des 1% les plus riches (gagnant plus de 14 000€), les taux d'imposition se mettent très nettement à décliner, et ne dépassent guère les 35% pour les 0,1% des Français les plus aisés (50 000 personnes sur 50 millions). »

Face à ces constats, les objectifs de la gauche au pouvoir s'imposent.

- Impôts sur les revenus : élargir, réduire, renforcer.

Les maîtres mots de la réforme sont : élargissement de l'assiette, réduction du nombre et du coût des niches fiscales et renforcement de la progressivité

- TVA réduite tenir bon.

Le collectif budgétaire 2012 a abrogé la TVA sociale et, dès 2013, le taux de TVA reviendra à 5,5% pour des consommations aussi nécessaires aux Français que l'eau, les transports en commun, les tickets de métro et les billets de train, le bois de chauffage, les livres et les fournitures scolaires. C'est une bonne chose.

Mais les « signaux » envoyés par la Commission européenne qui, de Bruxelles, a ouvert une procédure d'infraction contre la France et le Luxembourg qui appliquent aux livres numériques des taux de TVA réduits et veut limiter la TVA réduite sur les « services à la personne » ont de quoi inquiéter.

- Lutter efficacement contre l'évasion fiscale en instaurant un droit de suite fiscal, comme aux USA et, d'une moindre façon, en Allemagne : tout citoyen français vivant à l'étranger doit payer à la France l'écart d'impôt entre ce qu'il paie dans son pays de résidence et ce qu'il devrait payer en France. Une « Haute autorité de lutte contre l'évasion fiscale » sera créée pour garantir l'efficacité et la réactivité de notre action face à ce fléau.

- Patrimoine : en finir avec une « France d'héritiers ».

Les 10 % des ménages français les plus riches détiennent à eux seuls la moitié du patrimoine total et disposent en moyenne de plus d'un million d'euros chacun. Dans une France qui doit mettre en mouvement l'ensemble de ses richesses pour faire face à la crise et chercher la croissance, il est temps d'imposer les revenus de la rente et du capital au même niveau que les revenus du travail. Une réforme de l'impôt foncier permettra de s'attaquer à la rente foncière, grâce à une taxe sur les transactions immobilières élevées, en particulier dans les territoires riches et de faible mixité sociale.

5- Vous avez dit « intégration européenne ? »

Chiche ! Créons alors un serpent fiscal européen pour stopper la concurrence fiscale et sociale. Le chantier fiscal européen, annoncé à chaque sommet, peine à se définir. Pourtant, au même titre que l'harmonisation sociale, il relève maintenant de mesures urgentes qui seraient réellement génératrices d'une stabilité des ressources des Etats, bien plus sans doute que l'obsession anti-déficitaire. Un serpent fiscal européen serait fondé sur un socle de mesures comprenant :

- un taux plafond de TVA (impôt consommation) pour éviter une dérive à la hausse ;
- un taux plancher d'imposition des sociétés, pour stopper la course à la baisse et au dumping ;
- une obligation de déclarer revenus et bénéfices réalisés dans les paradis fiscaux et une harmonisation des règles et procédures dans la lutte contre l'évasion et la fraude fiscale ;
- une harmonisation des bases d'imposition, pour définir des règles communes et permettre la revalorisation du budget européen par la création d'un ou plusieurs impôt(s) européen(s) renforçant l'intégration européenne et ses marges de manœuvre.

6- Financer à la bonne échelle l'aide au développement

Optimisation fiscale, fraude et évasion fiscale : la réalité de la mondialisation est apparue à grand jour avec la crise. Les multiples affaires mettant en scène les paradis fiscaux ont ainsi démontré le chemin qu'il restait à parcourir.

Les enjeux en termes de fiscalité internationale rejoignent pour partie les enjeux européens. La création d'une taxe sur les transactions financières, mise en œuvre dans 11 pays sur 27, est un premier pas qui doit maintenant faire école au-delà des déclarations politiques de façade pour l'instauration de

« *taxes globales* », comme la taxe sur les transactions financières ou encore une taxe sur les sociétés multinationales.

Ces taxes globales, accompagnées de dispositifs d'échanges automatiques d'informations permettant de mettre fin au secret bancaire et aux pratiques opaques des paradis fiscaux, pourraient permettre de juguler la spéculation et de financer l'aide au développement.

C) Un Etat fort pour une société juste

Au cœur de la conception française de la République se trouvent les **services publics**. Ce sont eux qui incarnent en pratique ce qu'est la République pour nos concitoyens et qui garantissent que l'égalité ne se paye pas de mots. Les affaiblir, c'est porter atteinte à la cohésion nationale ; les renforcer, c'est faire vivre la solidarité.

Il faut pour cela d'abord rattraper la casse qui a eu lieu depuis dix ans. L'école, l'hôpital et la santé de proximité, le service public de l'emploi, l'université et la recherche publique, pour ne citer qu'eux, ont été considérablement affaiblis et des moyens doivent leur être accordés.

Il faut ensuite repenser le fonctionnement de certains secteurs. La médecine libérale, affranchie de toute contrainte et de toute régulation tarifaire, alors qu'elle est financée par de l'argent public, joue-t-elle son rôle ? La communication des laboratoires pharmaceutiques doit-elle être financée par la sécurité sociale, au prétexte qu'ils mènent d'importantes recherches ? Autant de questions qu'il ne faut pas s'interdire de poser.

Mais au-delà des priorités accordées à l'école, à la police et à la justice, des besoins criants se font jour, en particulier dans les hôpitaux, qu'il s'agisse des urgences, de l'accès aux soins dans tous les territoires ou des délais de plus en plus longs pour consulter. Un plan pluriannuel de la qualité de l'hôpital public doit être rapidement lancé, des postes de médecins et de personnel hospitalier doivent être programmés, les places en formation immédiatement prévus.

Les services publics doivent aussi s'étendre : de nombreux droits sociaux, affirmés par notre Constitution depuis 1946, restent en grande partie virtuels, faute d'être appuyés sur un service public ambitieux et bien doté. Il en est ainsi du service public du logement, de la petite enfance, de la prise en charge de la dépendance. Ces secteurs sont particulièrement sensibles en période de crise économique, où les citoyens iront chercher dans la sphère privée et le repli sur soi les protections que la République ne saura plus leur apporter.

Développer de nouveaux services publics implique de s'appuyer sur les femmes et les hommes qui les font fonctionner et qui ont été maltraités depuis trop longtemps. Fonctionnaires culpabilisés, dégraissage des effectifs, incitation immodérée à la productivité, extension rapide de l'emploi précaire, dialogue social inexistant sont des maux qui touchent les services publics aussi bien que les entreprises privées. **Un moratoire et une nouvelle politique de la gestion des services publics doivent être décidés.**

D) Un Etat au service de la ré-industrialisation et du redressement économique.

C'est une priorité absolue, car le déficit qui doit être prioritairement résorbé est bien celui de notre balance commerciale, celui de nos emplois industriels et de nos capacités productives. Il faut jouer sur une multitude de leviers et promouvoir aussi bien une stratégie offensive que défensive.

- **Stratégie offensive avec l'organisation de filières**, la mobilisation cohérente des entreprises pour prévoir les produits et créneaux d'avenir, pour soutenir l'innovation, pour mettre en commun les

efforts de recherche et d'exportation, pour organiser les complémentarités entre grands groupes et PME.

La banque publique d'investissement doit rapidement être créée et soutenir ces initiatives, ainsi que, en lien avec les régions, les petites entreprises et les projets territorialisés. Il faudra privilégier les aides sous forme de capital, plutôt que sous forme de simples prêts, en particulier dans les entreprises qui pourraient être rachetées ou partir à l'étranger. La réintroduction de capital public, voire même des nationalisations, fussent-elles temporaires, peuvent constituer des protections majeures dans des secteurs stratégiques ou vulnérables aux prédateurs.

Des outils nouveaux doivent être créés pour favoriser les reprises et transmissions d'entreprises, en particulier à travers des SCOP. Un fonds d'investissement coopératif abondé par un pourcentage des bénéficiaires des coopératives pourrait démultiplier les opportunités de cette nature.

- **Une stratégie défensive est aussi indispensable**, pour ne pas laisser partir des entreprises, des brevets et des marques. Les lois prévues contre les licenciements économiques abusifs, sur l'obligation de reprise lorsqu'un repreneur crédible se présente et que le propriétaire de l'entreprise veut la fermer sont urgentes et essentielles. Le droit de préférence accordé aux salariés qui sont prêts à reprendre l'entreprise sera aussi très utile.

La veille industrielle sur les territoires doit être co-pilotée par les régions et l'Etat, afin d'agir le plus en amont possible en cas de difficulté et de menaces. L'intelligence économique est encore trop limitée dans notre pays.

Il s'agit donc de restaurer un Etat stratège, capable d'intervenir dans l'économie et pas seulement comme régulateur. Naturellement, les propositions faites pour réussir la révolution écologique devront être intégrées dans ce redressement, qui sera axé sur le développement soutenable.

E) Les institutions : stopper les dérives de la 5ème République

Nul ne conteste aujourd'hui l'ampleur du malaise démocratique qui frappe notre pays. Il s'explique, bien sûr, par la persistance du chômage de masse. Mais on aurait tort de méconnaître les raisons institutionnelles qui contribuent à ajouter la crise politique à la crise sociale.

Au-delà de la pratique sarkozyste, véritable condensé d'hyper-présidentialisme, c'est bien le fonctionnement de la 5ème République qui heurte les consciences de gauche. La nature présidentialisée du régime, induite par la réforme de 1962, a été aggravée par la concomitance du passage au quinquennat et de l'inversion du calendrier électoral, qui fait des élections législatives la simple "*queue de comète*" de l'élection présidentielle. La concentration des pouvoirs est maximale, avec son corollaire, l'abaissement du Parlement et une personnalisation toujours plus importante de la vie politique.

Nous avons la majorité au Sénat et à l'Assemblée Nationale. Nous avons donc les moyens d'opérer une réforme radicale de nos institutions, qui permette un réel rééquilibrage des pouvoirs et l'approfondissement de la démocratie.

Le Parlement doit redevenir ce qu'il n'aurait jamais dû cesser d'être : le cœur battant de la démocratie. Là aussi, ne soyons pas timorés. S'il faut supprimer les entraves attentatoires aux fonctions du Parlement (et donc les mesures les plus spectaculaires du « *parlementarisme rationalisé* »), s'il faut étendre les droits de l'opposition, il faut surtout...redonner aux parlementaires le temps de légiférer et de contrôler. Cela passe par **l'application stricte du non cumul des mandats**.

Dans ce domaine, la France fait montre d'une regrettable singularité. Le mandat unique des parlementaires est une évidence dans la majorité des démocraties européennes. Dès lors, pas besoin

d'attendre 2014 : le Parti socialiste est en mesure, comme l'avaient voté la majorité des militants, de faire appliquer l'interdiction de cumuler le mandat de parlementaire avec un exécutif local.

Mais un Parlement plus fort, c'est aussi un Parlement plus représentatif. Cette représentativité doit d'abord être d'ordre politique. Le scrutin uninominal majoritaire à deux tours, s'il garantit normalement la stabilité gouvernementale, écarte cependant du Parlement des forces politiques importantes. Pour concilier stabilité et représentativité, l'idéal serait d'adopter un mode de scrutin mixte, à l'instar de celui pratiqué en Allemagne. Avec le système simple dit du double vote, nos voisins choisissent la moitié de leurs députés au scrutin majoritaire, l'autre au scrutin proportionnel.

III- Quelle stratégie et quel Parti au service de notre projet ?

A) Notre stratégie : l'union de la gauche et des écologistes

Rien ne serait pire, après notre victoire, tant attendue, à la présidentielle, aux législatives et aux sénatoriales, que de considérer notre parti comme tout puissant et hégémonique.

C'est justement lorsque nous sommes dans un tel rapport de force démocratique que nous devons mettre en place des outils pour rassembler l'ensemble de la gauche. La composition du gouvernement est une chose. Mais un travail permanent doit être accompli par nos organisations politiques pour construire ensemble une alternative durable au libéralisme. Nous sommes au pouvoir dans les principales institutions du pays. Notre devoir, pour défendre notre modèle de société et conduire dans la durée le changement que nous souhaitons, est de conforter nos positions.

L'union est difficile, mais elle est nécessaire pour éviter l'éclatement entre un « *pôle de radicalité* » confiné dans le registre de la contestation et un « *pôle de centre gauche* » confiné dans celui de la gestion.

Nous proposons de créer un comité permanent des partis de gauche et des écologistes. C'est sur la base d'un socle programmatique commun que doivent être conclues les nécessaires alliances électorales, ainsi mieux partagées sur le terrain et plus efficaces.

Au Sénat et à l'Assemblée Nationale, **des intergroupes parlementaires permanents** de la gauche et des écologistes permettraient également d'éviter les pièges de l'hégémonie.

Cette union ne peut se contenter d'exister au sommet de nos organisations politiques ou entre les élus nationaux. Elle doit se traduire par une dynamique dans l'action militante et dans des pratiques participatives à la base, qui rassemblent des citoyens de gauche au delà des appartenances partisans.

On peut imaginer aussi la création d'une université populaire des gauches qui organiserait régulièrement dans les régions -en lien avec l'ensemble des forces politiques de gauche, des militants associatifs syndicaux, des intellectuels- des cycles de débat sur les grands sujets liés à l'actualité ou touchant à l'histoire et à l'identité de la gauche. Les prochaines échéances municipales pourront être l'occasion de la création de ces espaces de dialogue.

B) Etre des acteurs du changement

Rien ne serait pire pour notre parti que d'être une simple courroie de transmission des mesures gouvernementales, ce que l'on appelle un « *parti godillot* ».

Comme nous souhaitons réellement le changement, nous devons accompagner notre gouvernement, afin de créer les conditions sociales et sociétales les plus favorables, pour mettre en place les 60

engagements de François Hollande et au delà. La vraie révélation des primaires est justement d'avoir créé les conditions de la mobilisation pour les présidentielles.

Notre parti doit donc rester le parti du débat qu'il a toujours été.

C'est justement parce que l'un des nôtres vient d'être élu Président et que la question de sa succession ne se pose pas, que nous pouvons tenir un congrès le plus ouvert possible au débat d'idées, en toute liberté et sans crainte que le débat ne cache des batailles d'écuries, comme dans les pires moments de la vie du PS.

C'est justement parce qu'il faut créer les conditions du changement que notre parti doit demeurer un parti militant, un mouvement d'éducation populaire, un parti de mobilisation citoyenne, un parti ancré dans la société et dans la mobilisation sociale.

C'est justement parce que nous sommes aux responsabilités à de très nombreux échelons de la vie politique que nous devons militer dans les mouvements syndicaux et sociaux, de façon à créer les conditions pour la mise en œuvre des réformes fiscales, sociales et économiques. Ne reproduisons pas les erreurs du passé : un parti trop discret, un groupe parlementaire au garde à vous, une absence de recul critique et l'isolement des gouvernants dans leurs agendas chronophages.

Au contraire, nous proposons un parti combattif, présent dans le mouvement social, dans l'innovation militante, dans le monde associatif. Nous populariserons d'autant mieux les grandes réformes de notre gouvernement que nous en aurons débattu. C'est pourquoi nous proposons une convention nationale sur « *la seconde étape de la réforme fiscale pour une juste redistribution* », sur laquelle tous les militants devraient être consultés et appelés à débattre.

Pour notre fonctionnement interne, la représentation proportionnelle est la clé de voute qui a toujours permis l'enrichissement du débat par notre diversité. Nous y sommes profondément attachés.

La formation théorique et pratique des militants est nécessaire et doit devenir une priorité. Nous proposons la création d'une « *école du militant* » organisée nationalement et présente dans chaque fédération. Nous devons également nous emparer des nouveaux outils numériques de militance, si nous souhaitons conquérir ces nouveaux espaces de débat et toucher les nouvelles générations de citoyens.

Nous devons promouvoir des formes variées de militantisme, en développant et valorisant des secteurs comme le secteur entreprise, en organisant chaque année une assemblée des militants vivant dans les quartiers populaires, en instaurant des semaines thématiques où les fédérations dialoguerait avec le monde associatif, les ONG, les acteurs concernés par différents domaines.

Enfin, puisque nous voulons durablement incarner le changement et proposer une autre société plus juste et plus écologique, nous devons impérativement reconquérir les votes populaires. Il ne serait pas juste de faire peser uniquement sur notre gouvernement et la conduite de nos engagements cette reconquête de l'espoir du peuple. C'est aussi notre devoir de parti et de militants de reconquérir les abstentionnistes et de ré-investir les quartiers populaires, que nous ne nous résignons pas à abandonner aux discours simplistes de l'extrême-droite ou à l'indifférence du fatalisme social.